

Résumé de l'événement : Plan en 10 points pour le financement de la biodiversité - Bilan ministériel

La biodiversité recule actuellement à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité, mettant en péril nos économies, nos moyens de subsistance, l'approvisionnement en nourriture et en eau, ainsi que nos habitations. 196 pays se sont réunis lors de la COP15 de la CDB (Convention sur la diversité biologique) en 2022 pour convenir d'inverser cette tendance d'ici à 2030, et ce en augmentant de manière substantielle et progressive le niveau des ressources financières provenant de toutes les sources, afin de combler le déficit de financement de la biodiversité, qui s'élève à 700 milliards USD par an.

Le Plan en 10 points (10PP) est une initiative approuvée par plus de 40 pays qui souligne l'urgence de remédier au déficit de financement de la biodiversité. Lancé en septembre 2022 pour soutenir la finalisation du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (KMGBF), le plan rassemble des pays du monde entier pour mobiliser un soutien politique afin d'accroître le financement de la biodiversité à partir de toutes les sources en développant la compréhension autour d'une vision politique commune.

Les cofondateurs du 10PP, l'Équateur, le Gabon, les Maldives et le Royaume-Uni, ont organisé un événement au cours de la COP28 de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques), un an après la COP15, afin de faire le point sur les tendances mondiales en matière de financement international de la biodiversité. Des ministres et des représentants du monde entier se sont réunis pour lancer le [tableau de bord du Plan en 10 points pour le financement de la biodiversité : tendances en 2023](#) - et diffuser des [études de cas](#). Le tableau de bord du Plan en 10 points résume les données relatives au déficit de financement de la biodiversité afin de présenter l'état des lieux le plus récent et le plus transversal de la manière dont nous tenons nos engagements financiers mondiaux pour remédier au déficit de financement de la biodiversité¹.

Les participants à l'événement de lancement ont convenu du même message central. **Des progrès ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup à faire** pour mobiliser les ressources à partir de toutes les sources (publiques, privées, nationales et internationales) afin d'enrayer et d'inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030.

Le tableau de bord apporte notamment les informations suivantes :

- On estime que les flux de financement bilatéral du développement liés à la biodiversité des pays donateurs sont passés de 6,6 à 9,5 milliards USD en 2015 à 6,7 à 11,8 milliards USD en 2021².
- Depuis 2021, cinq pays se sont engagés à consacrer une partie de leur financement climatique international à la nature.
- 36 pays et deux régions ont réalisé ou sont en train de réaliser des évaluations nationales sur les subventions néfastes à la biodiversité.
- Le financement du secteur privé pour la biodiversité mobilisé par le financement du développement est passé de 0,09 milliard USD en 2016 à 0,75 milliard USD en 2021.
- Le financement philanthropique international lié à la biodiversité est passé de 0,5 milliard USD en 2017 à 0,9 milliard USD en 2021.
- Les contributions financières estimées des institutions multilatérales au développement liées à la biodiversité sont passées de 0,6 à 1,4 milliard USD en 2015 à 2,7 à 5 milliards USD en 2021. On a observé une baisse des financements déclarés entre 2020 et 2021.
- Le Fonds du Cadre mondial pour la biodiversité, convenu lors de la COP15 de la CDB, a été

¹ Les documents d'appui pour le tableau de bord sont disponibles ici : [Annexe Tendances en 2023 : Notes de bas de page et sources à l'appui — Vision politique : le plan en 10 points pour le financement de la biodiversité \(financebiodiversity.org\)](#)

² Le **calcul de la valeur totale** intègre 100 % des dépenses principales et 100 % des dépenses importantes. Le **calcul de la valeur moyenne** intègre 100 % des dépenses principales et applique un coefficient de 40 % aux flux marqués comme significatifs.

créé et déjà financé avec un montant initial de 200 millions USD.

- La base de données des ressources financières pour la biodiversité (FIRE) du PNUD-BIOFIN a également été lancée en juin 2023 et répertorie plus de 200 opportunités publiques et privées d'accès au financement de la biodiversité.
- Les programmes de la Facilité pour la résilience et la durabilité du FMI (Fonds monétaire international) de trois pays sur onze incluent spécifiquement des solutions fondées sur la nature dans leurs matrices de politiques.
- La Coalition de la haute ambition et le Partenariat pour l'accélération des SPANB (Stratégies nationales pour la biodiversité) joueront un rôle crucial dans la mise en relation des soutiens financiers et techniques.

Les participants à l'événement ont discuté de plusieurs questions importantes:

- En ce qui concerne le financement public international, le **Royaume-Uni**, l'**Allemagne** et le **Canada** ont tous souligné leurs efforts visant à la capitalisation du Fonds du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB). Les **Maldives** ont souligné l'importance de l'accès aux fonds pour les pays en développement et les petits États insulaires en développement.
- Le secteur privé a un rôle clé à jouer pour remédier au déficit de financement de la biodiversité. Le **Royaume-Uni** a annoncé l'octroi de 2 millions de livres sterling pour soutenir l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature (TNFD - Taskforce on Nature-related Financial Disclosures) et a lancé la nouvelle plateforme [Projects for Nature](#). L'annonce des premiers adoptants du **TNFD** est attendue à Davos en janvier 2024. Les **Pays-Bas** ont mis en avant leur récente étude « Indebted to Nature », qui analyse dans quelle mesure l'économie néerlandaise est exposée aux risques liés à la perte de biodiversité. Les **Philippines** ont évoqué leur partenariat avec GCash, un service de portefeuille mobile, qui permet aux utilisateurs de contribuer au reboisement des **Philippines** en collectant des points d'énergie verte.
- La mobilisation des ressources nationales est cruciale. Le **Belize** a adopté des approches innovantes pour mobiliser des fonds nationaux, notamment en identifiant les ressources existantes qui peuvent être réaffectées, à la suite de l'examen des dépenses liées à la biodiversité réalisé en 2016. Le **Belize** dispose désormais d'un Bureau national de la biodiversité qui travaille principalement sur la mobilisation des ressources pour la nature. La **France** a annoncé la présentation de sa Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité biologique (NBSAP).
- Un consensus a été trouvé sur la nécessité d'identifier et d'éliminer les subventions néfastes à la biodiversité et d'encourager la multiplication des mesures d'incitation en faveur des activités favorables à la nature. L'**UE** a souligné l'importance de réformer les subventions néfastes, appelant à davantage d'action avant la COP16 de la CDB. Les **Philippines** ont parlé de leur travail d'identification des subventions agricoles nuisibles entraînant des conséquences négatives involontaires sur la biodiversité.
- Le **Canada** a souligné l'importance des banques multilatérales de développement (BMD) pour mobiliser des fonds privés et philanthropiques. Le **Canada** a exhorté les BMD à identifier, surveiller, suivre et fixer des objectifs quantitatifs en matière de financement pour la nature. Les pays étaient impatients de découvrir les principes communs que les banques multilatérales de développement ont élaborés pour assurer un suivi plus cohérent du financement de la protection de la nature. Le **Canada** a félicité la Banque mondiale pour le soutien qu'elle a apporté à la mise en place du fonds du CMB.

En conclusion, les participants ont convenu que pour parvenir à remédier au déficit de financement de la biodiversité, nous devons nous appuyer sur ces progrès positifs, en continuant à privilégier l'urgence et la détermination.

La collaboration et un engagement continu en faveur d'un partage transparent des informations sont essentiels pour stopper et inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030.